

CLANS, ÉTAT ET SOCIÉTÉ EN SOMALIE : MONTÉE ET CHUTE DES MOUVEMENTS ISLAMISTES

Introduction

La structure clanique de la société et du système politique somaliens s'est avérée résistante. En reconnaissant cette résilience, le présent article part du principe que la domination d'une source identitaire sur les autres est un processus politique susceptible d'être manipulé en fonction de moments clés du parcours d'une société et d'un système politique donnés. Il serait assez simpliste d'aborder les contraintes et les difficultés de la reconstruction de l'État en Somalie sous une perspective strictement clanique. Le présent article cherche donc à comprendre la nature des alliances et des rivalités entre clans, tout en gardant à l'esprit leur relation avec d'autres sources de solidarité. Plus spécifiquement, il a pour objectif de définir les relations existant entre les identités nationales, religieuses et claniques à des moments clés du parcours d'État de la Somalie, en s'attachant plus particulièrement à la période comprise entre la chute de Siad Barre et la désintégration de l'État, et la montée puis la chute du mouvement islamiste. Dans une analyse comparative du Gouvernement fédéral de transition (GFT) et des précédents gouvernements de transition, le présent article tente d'aborder le principe du lignage afin d'en comprendre le rôle dans la consolidation et/ou la fragmentation des objectifs communs des dirigeants à la tête de l'État en devenir et des groupes insurgés.

Relations entre la solidarité nationale et la solidarité lignagère

Cette section portera sur le parcours du projet d'édification de la nation préalablement à la guerre interétatique entre la Somalie et l'Éthiopie puis à la suite de cette guerre, de façon à expliquer les relations entre les forces centripètes et centrifuges dans l'arène politique somalienne.

Nationalisme en Somalie : la période précédant la guerre de 1977-1978

« Le nationalisme peut paraître une chose étrange quand on étudie la Somalie d'aujourd'hui, mais la rhétorique nationaliste était importante et très populaire au moins jusqu'à la guerre de l'Ogaden en 1977-1978. »²

Dans les années 1960, le Botswana et la Somalie étaient loués comme étant les deux États-nations les plus homogènes d'Afrique. Dans les deux cas, l'État post-colonial correspondait à un groupe ethnique homogène (aux « peuples » de langue tswana et somali respectivement). Cependant, tandis que le Botswana est parvenu à surmonter les divisions potentielles issues des identités pré-coloniale et coloniale, la Somalie est tombée dans une spirale descendante.³ Dans le premier cas, l'homogénéité ethnique était louée comme étant un facteur clé dans la consolidation nationale, alors que dans le second, elle s'est vue remplacée par des lignages segmentaires, ce qui a fini par conduire à une fragmentation politique et à la guerre civile. Contrastant avec cette interprétation, plusieurs auteurs soutiennent que ces deux cas montrent clairement que l'appartenance ethnique, en tant que facteur unique, n'a été ni la cause de la

² Hansen, S. J. Automne 2003. « Warlords and Peace Strategies: The Case of Somalia » (Seigneurs de guerre et stratégies de paix : le cas de la Somalie). *Journal of Conflict Studies* XXIII : 57-78. (Note de bas de page 18, p. 74)

³ Samatar, A. I. 1997. « Leadership and ethnicity in the making of African state models: Botswana versus Somalia » (Leadership et ethnicité dans l'élaboration de modèles d'État africains : comparaison entre le Botswana et la Somalie). *Third World Quarterly* 18 : 687-707. (p. 704).

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

consolidation nationale, ni celle de la fragmentation politique et de la guerre civile.⁴

La conception de la Somalie en matière d'État contredisait le principe du respect des frontières héritées de la colonisation comme base d'un État indépendant. La conception somalienne de la nation s'est fondée sur l'idée d'une Grande Somalie. Ce principe remettait en question la division artificielle des communautés de langue somali par les frontières reconnues par les puissances coloniales et l'empereur Menelik d'Éthiopie au XIX^e siècle. Suite à la décolonisation dans la Corne de l'Afrique, les communautés de langue somalie ont été effectivement dispersées à Djibouti, dans la nouvelle Fédération Somali (qui réunissait le Somaliland britannique et le Somaliland italien), dans l'Ogaden en Éthiopie et dans le district nord du Kenya. L'étoile à cinq branches du drapeau somalien correspondait à ces différents territoires. En effet, l'unification des trois branches restantes du drapeau est devenue « (...) le principal objectif de la politique étrangère somalienne à partir de 1960 ».⁵ D'une perspective éthiopienne, Mesfin Wolde Mariam affirmait que la Somalie aurait hérité de son problème de frontière de l'Italie, et du concept de Grande Somalie de la Grande-Bretagne.⁶

⁴ Samatar, A.I. 1997, op.cit., p. 697. Compagnon, D. 1998. « Somali Armed Movements: The Interplay of Political Entrepreneurship & Clan-Based Factions » (Mouvements armés en Somalie : l'interaction entre l'entrepreneuriat politique et les factions claniques) dans Clapham, C. (éd.) *African Guerrillas (Les guérilleros africains)*. Fountain & Indiana : James Currey. p. 73

⁵ Woodward, P. 1996. *The Horn of Africa: state politics and international relations (La Corne de l'Afrique : politique d'État et relations internationales)*. Londres : I. B. Tauris. (p. 196).

⁶ Pour de plus amples informations sur les accords frontaliers et les différends qui se sont produits ultérieurement, à savoir l'incident de Walwal, Mesfin fournit une analyse détaillée de la position de l'Éthiopie. Mesfin Wolde Mariam 1964. « The Background of the Ethio-Somalian Boundary Dispute » (Le contexte du litige relatif à la frontière éthio-somalienne). *Journal of Modern African Studies* 2 : 189-219. (p. 211). Suite à la défaite de l'Italie dans la Corne de l'Afrique, la Grande-Bretagne a assuré l'administration du Somaliland britannique et italien ainsi que de la région de l'Ogaden (1941-1950). En 1946, Ernest Bevin, ministre des Affaires étrangères britannique, a présenté une proposition pour la création d'une Grande Somalie, qui adoptait l'idée de conserver sous une administration unique les territoires alors administrés par la Grande-Bretagne. Jacquin-Berdal, D. 2002. *Nationalism and Ethnicity in the Horn of Africa: A Critique of the Ethnic Interpretation* (Nationalisme et ethnicité dans la Corne de l'Afrique : critique de l'interprétation sur des critères ethniques). Lewiston,

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

Selon M. Jacquin-Berdal, le Premier ministre Egal, issu de la région du nord, a accepté en 1967 de suspendre toute revendication irrédentiste sur le Kenya, Djibouti et l'Éthiopie. Le nationalisme de la classe politique et de la presse était si exacerbé qu'ils ont accusé le président Egal de « liquider l'idéal de la Grande Somalie ». ⁷

Jusqu'à ce que la guerre éclate avec l'Éthiopie en 1977, Siad Barre a atténué toutes les revendications irrédentistes afin de s'assurer le soutien de l'Union soviétique et d'éviter l'isolement du pays dans la région. ⁸ Le « socialisme scientifique » que prônait Siad Barre se fondait sur l'élimination par le nationalisme des forces du « clanisme ». ⁹ De fait, au cours de cette période, Siad Barre était parvenu à mobiliser « des sentiments de solidarité nationale (...) qui ont permis d'intégrer tous les principaux clans du pays ». ¹⁰

L'effondrement de la solidarité nationale et l'importance de la rivalité entre clans : la période faisant suite à la guerre de 1977-1978

Le rejet officiel du clanisme constituait l'un des principes fondamentaux du programme politique de Siad Barre en Somalie. Toutefois, l'ingérence permanente de ce régime dans les affaires intérieures de l'Éthiopie, à savoir dans la région de l'Ogaden, était liée plus profondément à la dépendance de Siad Barre sur la solidarité clanique et sous-clanique pour maintenir l'emprise qu'il possédait sur l'État. La constitution de sa garde rapprochée incluait les membres de trois clans apparentés au clan Darod. Selon Lewis, ces trois sous-clans Darod étaient le Marehan, l'Ogaden et le Dolbahanté. ¹¹ Le sous-clan Ogaden était celui du frère de la mère du

Queenston, Lampeter : Edwin Mellen Press. (p. 159).

⁷ Ibid, pp. 165-166.

⁸ Ibid, p. 169.

⁹ Ibid, p. 168.

¹⁰ Lewis, I. M. 2002. *A modern history of the Somali: nation and state in the Horn of Africa* (Une histoire moderne des Somalis : nation et État dans la Corne de l'Afrique) Oxford: James Currey. (pp. 260-261).

¹¹ Officieusement, et loin des regards du public, la garde rapprochée du président était surnommée le MOD (Marehan, Ogaden, Dolban). Toute dénonciation publique de cet état de

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

président. Selon M. Lewis, ces « liens ont fourni au président des relations privilégiées avec les nationalistes turbulents de l'Ogaden qui s'opposaient à la domination éthiopienne depuis son imposition effective à la fin des années 1940 ». ¹²

Avant la guerre, la Somalie avait soutenu secrètement le Front de libération de la Somalie occidentale (FLSO), ce qui a permis d'assurer le succès de la campagne insurrectionnelle du mouvement dans l'Ogaden. À leur tour, les accomplissements du mouvement d'insurrection dans l'Ogaden ont poussé la Somalie à mener une intervention par la force en Éthiopie. Selon Gorman, « la Somalie aurait été beaucoup moins susceptible de s'engager dans une guerre ouverte aux côtés d'un mouvement insurrectionnel faible ». ¹³ En revanche, la Somalie a nié officiellement à plusieurs reprises toute implication dans la région de l'Ogaden. Toutefois, à la fin de septembre 1977, la Somalie avait réussi à occuper la majeure partie de la cette région. ¹⁴ En conséquence, l'Union soviétique a suspendu son aide militaire à la Somalie. ¹⁵ Mengistu a habilement exploité la brouille de l'Union soviétique avec Siad Barre pour retourner la situation à l'avantage de l'Éthiopie. Pour Barre, la visite de Mengistu à Moscou en octobre 1977 indiquait clairement qu'un autre soutien étranger était nécessaire. ¹⁶ Anticipant que les États-Unis seraient

fait aurait mené à des arrestations immédiates. À un niveau supérieur de regroupement segmentaire, ces trois sous-clans appartiennent à la famille des Darods. L'affiliation des Marehans provient du clan patrilinéaire de Siad Barre. L'affiliation des Dolbahantés provient du clan de son gendre, qui était chargé de l'important portefeuille du Service de sécurité nationale. I. M. Lewis 1989, op. cit., p. 574.

¹² Lewis, I. M. 1989 « The Ogaden and the Fragility of Somali Segmentary Nationalism » (L'Ogaden et la fragilité du nationalisme segmentaire somalien), *African Affairs* 88 (353) : 573-579, (p. 574).

¹³ Gorman, R. F. 1981. *Political Conflict on the Horn of Africa* (Conflit politique dans la Corne de l'Afrique). New York : Praeger Publishers. (p. 61).

¹⁴ Jacquin-Berdal 2002, op. cit., p. 170.

¹⁵ Ibid, p. 170.

¹⁶ Westad, O. A. 2005. « The prospects of socialism: Ethiopia and the Horn » (Les perspectives du socialisme : l'Éthiopie et la Corne de l'Afrique) dans Westad, O.A. (éd.) *The global Cold War: third world interventions and the making of our times* (La guerre froide mondiale : interventions dans le tiers monde et création de notre époque) Cambridge ; New York : Cambridge University Press. (p. 277).

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

disposés à fournir un soutien extérieur, les Somaliens ont abrogé leur Traité d'amitié avec l'Union soviétique et expulsé des experts russes de la capitale en novembre 1977.

Avec une aide régulière et substantielle de l'Union soviétique, et la participation directe de combattants cubains et yéménites, l'Éthiopie a pu renverser la situation et, en mars 1978, elle confirmait sa victoire sur le champ de bataille.¹⁷ À l'échelle internationale, la guerre de 1977-1978 a conduit à un réalignement radical des grandes puissances dans la Corne de l'Afrique¹⁸.

Dans la guerre de 1977 à 1978, l'idée d'une « Grande Somalie » a été utilisée pour mobiliser un soutien autour de la solidarité pan-somalienne. De cet idéal est née la version somalienne du nationalisme militant, à savoir « l'idée que les cartes politiques et culturelles du monde devraient être en harmonie »¹⁹.

Ces conceptions opposées de la nation ont conduit la Somalie à soutenir des mouvements sécessionnistes dans la région de langue somali de l'Éthiopie, ce qui a déclenché une guerre totale. La guerre de 1977 à 1978 aurait fait quelque 20.000 morts du côté éthiopien et 25.000 du côté

¹⁷ Selon Gebru Tareke, 100 Yéménites et 400 Cubains sont morts au combat. Gebru Tareke 2000. « The Ethiopia-Somalia War of 1977 Revisited » (La guerre de 1977 entre l'Éthiopie et la Somalie revisitée). *International Journal of African Historical Studies* 33 : 635-667. (p. 664).

¹⁸ Lewis 1989, op.cit., p. 575.

¹⁹ Mayall, J. 1992 (Printemps) « Nationalism and international security after the Cold War » (Nationalisme et sécurité internationale après la guerre froide), *Survival* : 19-34. (p. 21).

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

somalien²⁰. La guerre a en outre provoqué d'importants mouvements de réfugiés de la région de l'Ogaden, en Éthiopie, vers la Somalie²¹.

Sur le plan intérieur, la défaite militaire de la Somalie a contribué au déclin du régime de Siad Barre. La guerre de 1977 à 1978 avait engendré « une extraordinaire euphorie patriotique et Siad Barre a été le héros national durant toute la guerre »²². Toutefois, peu après le retrait des troupes de l'Ogaden, des unités dissidentes de l'armée ont lancé un coup d'État contre le gouvernement de Siad Barre. Selon Mayall, le coup d'État d'avril 1978 avait été aussi inopportun que mal préparé²³. Il était orchestré par des cadres militaires du sous-clan des Majerteys issu du clan des Darods²⁴. En Éthiopie, ce groupe d'officiers a participé à la création d'un mouvement insurrectionnel, le Front démocratique du salut de la Somalie (FDSS)²⁵. De fait, la défaite du gouvernement a contribué à la création du FDSS et du Mouvement national somalien (MNS) en 1978 et 1981, respectivement. Ces deux mouvements d'opposition du nord de la Somalie organisaient

²⁰ Selon Gebru Tareke, trois documents du ministère éthiopien de la Défense nationale fournissent des chiffres différents. Gebru avance que la guerre de 1977 à 1978 avait fait 20.563 morts du côté éthiopien et 9.137 du côté somalien. Gebru Tareke 2000, op.cit., p.

637. Ahmed Samatar avance une estimation plus élevée concernant le nombre de morts au combat de 1977 à 1978 du côté somalien. Il évalue le nombre de morts à environ 25.000, sur une population de 5 millions de personnes à l'époque de la guerre. Samatar, A. I. 1988. *Socialist Somalia: rhetoric and reality* (La Somalie socialiste : rhétorique et réalité). Londres : Zed. p. 137.

²¹ On ne s'accorde pas sur le nombre de réfugiés engendrés par la guerre, les chiffres oscillant entre 500.000 et 700.000 personnes. Mayall 1978, op. cit., (p. 343) ; Samatar, A. I. 1988, op.cit., (p. 139) ; Jacquin- Berdal 2002, op.cit., (p. 170).

²² Samatar, A.I. 1997, op.cit., (p. 703). I. M. Lewis 1989, op.cit., p. 575.

²³ Mayall, J. 1978. « The battle for the Horn: Somali Irredentism and international diplomacy » (La bataille pour la Corne de l'Afrique : irrédentisme somalien et diplomatie internationale). *World Today* 34 : pp 336-345. (p. 344).

²⁴ Lewis, 1989, op.cit., p. 575. L'ancien président du Gouvernement fédéral de transition (2004-2008), Abdullahi Youssouf, est l'un des officiers qui avaient réussi à échapper à l'arrestation pour fuir en Éthiopie. Barnes, C. et Harun Hassan, avril 2007. « The Rise and Fall of Mogadishu's Islamic Courts » (L'ascension et la chute des tribunaux islamiques de Mogadiscio). Londres : Chatham House, <http://www.chathamhouse.org.uk>. (Note de bas de page 8, p. 7).

²⁵ Lewis 1989, op.cit. p. 575.

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

leurs opérations de guérilla à partir de bases situées en Éthiopie²⁶. Alors que le FDSS s'appuyait sur la solidarité des Darods-Majerteys, le MNS comptait principalement sur la solidarité du clan des Isaaq. Toutefois, la mobilisation de soutien des mouvements en fonction des affiliations claniques a été le résultat des « stratégies de division de Siad Barre et de la manipulation des élites »²⁷.

Élément très significatif, selon Lewis, à la fin des années 1980, l'effondrement de la solidarité nationale s'était accompagné d'une croissance sans précédent de la rivalité entre clans.

Siad Barre comptait presque exclusivement sur l'appui de son sous-clan immédiat, les Marehans, (un sous-clan des Darods). Adoptant une stratégie risquée, il manipulait les liens et antagonismes entre clans, distribuant armes et incitations financières pour se procurer des partisans. Dans ce contexte de rivalité et de suspicions croissantes, la configuration des alliances inter-claniques ne cessait d'évoluer.²⁸

Après le renversement du régime en 1991, l'État a succombé aux forces centrifuges de la segmentation au sein de la société puis il s'est désintégré. Pour revendiquer leur part du butin de l'État, les différentes factions politiques manipulaient les rivalités entre clans et sous-clans. Avec la désintégration de l'État, la rivalité économique entre les factions d'un même clan/sous-clan a également conduit à des alliances inter-claniques, qui allaient parfois « à l'encontre » du système de parenté segmentaire²⁹. Ceci a conduit Peter D. Little à conclure que les changements d'alliances politiques n'étaient pas compréhensibles si l'on ne s'intéressait qu'aux affiliations au sein des segments de la même famille clanique. Les

²⁶ Lewis, I., et Mayall, James 1996 « Somalia » (La Somalie), dans J. Mayall (éd.) « The New Interventionism 1991-1994: United Nations experience in Cambodia, former Yugoslavia and Somalia » (Le nouvel interventionisme de 1991 à 1994 : l'expérience des Nations Unies au Cambodge, en ex-Yougoslavie et en Somalie), Cambridge : Cambridge University Press, p. 104.

²⁷ Jacquin- Berdal 2002, op. cit., p. 171.

²⁸ Lewis 2002, op.cit., pp. 260-261.

²⁹ Ibid, p. 52.

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

contradictions claniques étaient également un élément constitutif de cette équation.³⁰

Sans gouvernement à la tête de l'État, le Somaliland a déclaré unilatéralement son indépendance (1991) et le Puntland s'est établi comme région autonome (1998)³¹. Selon Jacquin-Berdal, l'auto-proclamation d'indépendance ultérieure dans l'ancien territoire britannique du Somaliland donnait à penser que, après tout, l'idéal de la Grande Somalie n'était pas profondément enraciné.³²

La désintégration de l'État a exacerbé encore davantage la perméabilité préexistante des frontières somaliennes, les rendant vulnérables aux incursions des États voisins. Pour les pays limitrophes, à savoir l'Éthiopie et le Kenya, l'effondrement de l'État a permis, en partie, de geler les revendications qui mettaient en danger leur intégrité territoriale. Ce qui restait de la Somalie, à savoir la capitale, le centre et le sud du pays, a été ravagé par les conflits armés entre factions qui évoluaient constamment.

Relations entre la solidarité religieuse et la solidarité lignagère en Somalie

³⁰ Ibid, p. 52.

³¹ La désintégration de l'État a engendré des changements notables et l'ancienne République somalienne s'est divisée en au moins trois « self-governing units » (unités autonomes), pour reprendre le terme employé par Mayall et Lewis. Lewis 2002, op.cit., note de bas de page 24 p. 333.

En 1991, le Somaliland a proclamé son indépendance sur la base de son passé colonial de protectorat britannique du Somaliland. En 1998, le Puntland a déclaré son autonomie sans chercher à faire sécession. Les régions centrale et méridionale, ravagées par l'anarchie et divisées par des factions claniques et par des dirigeants de toutes sortes, sont restées rattachées à la capitale. En 2002, l'Armée de résistance Rahanweyn (ARR) s'est vivement divisée. La faction du chef de l'ARR, Hassan Shatigudud, s'opposait à celles d'Aden Madobe et de Mohammed Ibrahim Habsade. Leurs positions divergentes quant à la création de l'État du Sud-Ouest de la Somalie constituaient la pomme de discorde. Hansen 2003, op.cit. (Note de bas de page 79, p. 78).

³² Jacquin-Berdal 2002, op.cit., p. 165.

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

La désintégration de l'État a conduit à la disparition du système judiciaire et de la police. Ce vide de pouvoir politique a été comblé par une montée tant du droit coutumier (Heer) que de la loi islamique (charia). En dépit de similitudes concernant les questions clés, leur juridiction variait d'une région de Somalie à une autre³³.

Dans les régions essentiellement nomades, les tribunaux de la charia se sont vus imposer des contraintes et ils ont été supplantés par des délibérations relevant du droit coutumier. Chez les nomades somaliens, l'application de la charia se limitait aux affaires intra-claniques et à certaines questions de statut personnel. Même au sein du clan, la juridiction de la charia était limitée par la force des coutumes locales et le pouvoir des chefs religieux était restreint par celui des chefs de clan³⁴.

Dans les régions agro-pastorales du sud et dans les centres urbains côtiers, les tribunaux de la charia jouissaient d'une juridiction plus vaste³⁵. Selon Lewis, dans ces domaines, « le principe de lignage est moins flagrant » et cultivateurs et citadins jouissaient d'une beaucoup plus grande indépendance concernant les allégeances envers les clans. Par ailleurs, comme le suggère Abbink dans certains cas et domaines, les formes de charia en vigueur ont supplanté le droit coutumier ou clanique, ou s'y sont superposées, notamment dans les cas où des militants islamistes sont parvenus à mobiliser un soutien³⁶.

Après la désintégration de l'État, des tribunaux de la charia, inspirés du modèle saoudien, soutenus par les commerçants et les marchands

³³ Tant ceux qui respectaient le droit coutumier qu'islamique en Somalie s'opposaient farouchement à la tentative de Siad Barre d'appliquer le Code de la famille de 1975 qui aurait une incidence sur les questions d'héritage. La loi, qui visait à autoriser les femmes à hériter de la moitié de ce dont leurs frères héritaient, n'a finalement pas été mise en application. Helander, B. 1999. « Somalia » (La Somalie) dans Westerlund, D. et Ingvar Svanberg, (éd.) *Islam outside the Arab world* (L'islam à l'extérieur du monde arabe). Curzon ; New York : St. Martin's Press (p. 48).

³⁴ Ibid, p. 25.

³⁵ Lewis 1998, op.cit., (p. 25).

³⁶ Abbink, J. 2009 Document de travail « The Total Somali Clan Genealogy » (La généalogie complète du clan somalien) Document de travail 84, Leiden : African Studies Centre, p. 4.

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

comptant des milices islamistes « dévouées », ont pris de l'importance. Les chefs religieux traditionnels, selon Marchal, qualifiaient les dirigeants des nouveaux tribunaux de « jeunes cheikhs occidentalisés »³⁷. Ces cheikhs étaient considérés comme différents des chefs traditionnels religieux de la société somalienne (waadaad). En outre, malgré la division locale des rôles entre les waadaad et les waranle (porteurs de lance/guerriers), dans certaines circonstances, des chefs religieux « ont recouru à leurs stratagèmes afin de créer une organisation politico-religieuse sur un front national fondé sur l'objectif d'une unité des Musulmans »³⁸. Ceci a été le cas dans les années 1950-1960, lorsque les chefs religieux étaient également les dirigeants de partis politiques nationaux.

Dans les années 1990, les mouvements islamistes ont pris de l'importance.³⁹ Comme l'a noté Lewis : « (...) afin de faciliter l'apport d'appui extérieur, en ressources financières et en armes, de la part d'États arabes amis, toutes sortes de dirigeants locaux ont trouvé opportun de jouer la carte islamique »⁴⁰.

Cet état de fait semble confirmer l'affirmation de Dalacoura à propos des mouvements islamistes ailleurs : « Derrière la façade de l'islam réside l'activité politique normale »⁴¹. Parmi, les mouvements islamistes, Al-Ittihad Al-Islamiya (unité de l'Islam, AIAI) a pris de l'importance. Lewis a fait valoir que l'objectif de l'AIAI en Somalie de se reconstituer en tant qu'État fondé sur la charia avait uniquement été dissipé en théorie. Dans la

³⁷ Marchal, R. 2004 « Islamic Political Dynamics in the Somali civil war. Before and after 9/11 » (Dynamique politique islamique dans la guerre civile somalienne. Avant et après le 11 septembre), dans A. de Waal (éd.) *Islamism and Its Enemies in the Horn of Africa* (L'islamisme et ses ennemis dans la Corne de l'Afrique), Londres : Hurst & Company. (p. 124). Ils se réfèrent aux cheikhs formés à l'extérieur de la Somalie.

³⁸ Lewis 1998, op.cit., p. 68.

³⁹ Ibid, p. 68.

⁴⁰ Ibid, p. 44.

⁴¹ Dalacoura, K. 2001 « Islamist Movements as Non-state Actors and their Relevance to International Relations » (Les mouvements islamistes en tant qu'acteurs non étatiques et leur pertinence pour les relations internationales), dans D. Josselin, et Wallace, William (éd.) *Non-state actors in world politics* (Les acteurs non étatiques dans la politique mondiale) Basingstoke : Palgrave, p. 240.

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

pratique, le mouvement islamiste était impliqué dans un conflit armé avec des milices claniques locales pour le contrôle des villes portuaires (Kismayo, Merca, Mogadiscio et Bosasso)⁴². Il est intéressant de remarquer que les militants islamistes rivalisaient avec des factions claniques et leurs milices pour contrôler des ressources locales essentielles. Cette stratégie consistant à s'assurer le contrôle de territoire a conduit à un revers majeur à Bosasso (port du nord-est de la Somalie situé dans le Puntland), où les islamistes ont été battus par le Front démocratique du salut de la Somalie (FDSS) reposant sur le clan des Darods-Majerteys. Suite à cette débâcle, en 1994, l'AIAI a déclaré qu'elle poursuivrait sa lutte par des moyens pacifiques⁴³. Ensuite, la stratégie de l'AIAI a commencé à mettre l'accent sur le travail social avec des communautés et des clans afin d'obtenir un soutien pour ses desseins islamistes⁴⁴. L'AIAI a également ciblé l'État voisin, l'Éthiopie. Cependant, cette stratégie a eu l'effet inverse et l'Éthiopie a démantelé la base du mouvement à Luuq (région de Gedo) en 1996. Sa période clandestine a duré jusqu'à ce que son président (Cheikh Hassan Dahir Aweys) s'implique dans la mise en place des tribunaux dans le sud de Mogadiscio.

Les premiers tribunaux ont été mis en place dans le nord de Mogadiscio. Au départ, c'est le chef de faction d'Ali Mahdi (des Hawiye-Abgal) qui avait appuyé cette initiative. Puis, Cheikh Ali Dheere (des Hawiye-Abgal) a été nommé président des tribunaux. Ces derniers participaient à des initiatives de travail social avec les communautés. Toutefois, les chefs de faction et les commerçants s'inquiétant de l'emprise croissante des tribunaux, l'institution a commencé à être perçue comme une source de concurrence plutôt que comme un outil permettant de réaliser les objectifs des responsables politiques et des entrepreneurs⁴⁵. Ali Mahdi a limogé le

⁴² Lewis 1998, op.cit., p. 44.

⁴³ Helander 1999, op.cit., p. 47.

⁴⁴ Marchal 2004, op. cit., p. 139.

⁴⁵ Ibid, p. 134.

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

président des tribunaux puis en a décrété le démantèlement dans la zone qu'il contrôlait⁴⁶.

La deuxième phase a débouché sur l'établissement des tribunaux dans le sud de Mogadiscio. Les dirigeants associés au sous-clan Habr Gidir-Saad ont débuté l'expérience en mai 1998. Peu après, Cheikh Hassan Dahir Aweys s'est impliqué dans la mise en place des tribunaux dans le sud de Mogadiscio, dans la zone associée au sous-clan Habr Gidir-Ayr. C'est au cours de cette phase que le tribunal d'Ifka Halane a été fondé. Il était présidé par Cheikh Hassan Mohammed Addeh. À partir de 2000, il a présidé l'Union des tribunaux du sud de Mogadiscio.

Pendant la tentative de courte durée (2000-2004) de consolidation du Gouvernement national de transition (GNT), les tribunaux ont joué un rôle moins important. Dirigé par Abdulqassim Salad Hassan (issu du clan des Hawiye-Habr Gidir-Ayr), ce GNT éphémère a été le produit de l'initiative de paix prise dans le cadre de la Conférence d'Arta. En 2001, l'Éthiopie a appuyé la création du Conseil somalien de réconciliation et de restauration (CSRR), qui réunissait les chefs de faction opposés au GNT⁴⁷. Dans le contexte de la Conférence d'Arta, Qanyare Afrah et Omar Finish (tous deux membres de l'Alliance pour la restauration de la paix et contre le terrorisme, ARPCT, ultérieurement soutenue par les États-Unis) ont fondé un groupe pour s'opposer à l'influence de l'Éthiopie à la conférence. D'autres dirigeants qui s'opposaient à l'Éthiopie parce qu'elle soutenait le dirigeant du Puntland (Abdullahi Youssouf, qui deviendrait président du Gouvernement fédéral de transition, GFT, suivant) ont rejoint ce groupe, nommément : Ali Jama et Cheikh Adan Madoobe⁴⁸.

Pendant ce temps, en 2003, Cheikh Sharif Cheikh Ahmed (également membre des Hawiye-Abgal et actuel président du TFG), poussé par une

⁴⁶ Barnes et Hassan 2007, op.cit., (p. 2).

⁴⁷ International Crisis Group 11 juillet 2005 « Counter-Terrorism in Somalia: Losing Hearts and Minds? » (Lutte contre le terrorisme en Somalie : faillir à gagner les cœurs et les esprits ?) Africa Report N°95 p. 2.

⁴⁸ Hansen 2003, op.cit., note de bas de page 44 p. 76.

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

population lasse de l'anarchie et de l'impunité générale régnant dans la capitale, a remis en fonctionnement les tribunaux du nord de Mogadiscio. Un an plus tard, il a été élu président des tribunaux de l'ensemble de la capitale (nord et sud de Mogadiscio).

En 2005, la ville a été frappée par une vague de disparitions et d'assassinats mystérieux. Des radicaux avec des antécédents islamistes auraient été les cibles de ces actes. Les personnes impliquées dans les disparitions ont été accusées d'agir dans le cadre d'opérations de lutte contre le terrorisme. Les sensibilités militantes d'Al-Shabaab (l'organisation ayant contribué à la création de l'aile militaire du tribunal d'Ifka Halane) ont pris de l'importance avec le lancement d'opérations antiterroristes à Mogadiscio.

En février 2006, un groupe de chefs de factions et de chefs de guerre connus, parmi lesquels certains appartenaient aux Institutions fédérales de transition (IFT), a annoncé la création de l'ARPCT, derrière laquelle, croyait-on, la principale force motrice était un soutien officieux, mais significatif, des États-Unis⁴⁹.

Le conflit armé entre l'ARPCT et l'Union des tribunaux islamiques (UTI) s'est déclenché avec l'affrontement entre deux rivaux de longue date qui se disputaient le contrôle du port d'El Ma'an à Mogadiscio. L'homme d'affaires Abukar Omar Adane a appelé les milices des tribunaux communs à régler leurs comptes avec Bachir Raghe. Adan Hashi Ayro, l'une des figures de proue d'Al-Shabaab, a joué un rôle décisif dans la défaite de Bashir Raghe et de ses alliés associés à l'ARPCT. À partir de cet affrontement, la confrontation a dégénéré jusqu'à ce que les chefs de la faction de l'ARPCT à Mogadiscio soient évincés en juin 2006. L'expansion de l'UTI a culminé avec la reprise de deux villes stratégiques, Jowhar et Kismayo.

⁴⁹ Prunier, G. septembre 2006. « A world of conflict since 9/11: CIA coup in Somalia » (Un monde en proie aux conflits depuis le 11 septembre : le coup d'état de la CIA en Somalie). *Le Monde Diplomatique* ; Prendergast, J. et Colin Thomas-Jensen mars/avril 2007. « Blowing the Horn » (Mal s'y prendre dans la Corne [de l'Afrique]). *Foreign Affairs*.

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

En décembre 2006, les forces de l'UTI étaient parvenues à acquérir le contrôle effectif de la capitale ainsi que de pans entiers de territoire au sud-centre de la Somalie. Avant l'offensive du GFT soutenue par l'Éthiopie, l'UTI ne se trouvait qu'à 30 km de Baidoa, la capitale provisoire de l'époque, située dans la région de la Baie. L'UTI, des chefs de faction et des entrepreneurs se sont unis pour s'opposer à l'ARPCT. Mais c'est, sans doute, leur opposition farouche au GFT et à la présence éthiopienne en Somalie qui leur a fourni un appui pour poursuivre leurs aspirations politiques.

Les sources intérieures d'opposition de l'UTI au TFG étaient : l'opposition farouche au Président de l'époque, les rivalités claniques, l'opposition à l'exclusion de certains segments de la formule de partage du pouvoir des Institutions fédérales de transition et, enfin, l'opposition à l'établissement de la capitale provisoire à Baidoa. Le président Abdullahi Youssouf a été comparé à d'autres « seigneurs de guerre » et chefs de faction. Depuis son élection, il n'avait pas réussi à mobiliser d'appui dans la capitale. Son appartenance à un clan est susceptible d'y avoir été pour quelque chose. Abdullahi Youssouf était issu d'une région du nord (le Puntland) et il appartenait aux Darods-Majerteyns. La stratégie de Siad Barre pour fomentier les rivalités et conflits entre clans a eu entre autres effets secondaires de laisser un héritage d'animosité, particulièrement entre les Darods-Majerteyn et les Hawiye-Habr Gidir (Saad).

Les membres de l'UTI s'opposaient à la formule des 4/5^e du GFT, qui attribuait une représentation proportionnelle aux 4 principales familles de clans et les sièges restants aux groupes minoritaires (ce qui correspondait à la fraction restante [1/5] de la formule de partage du pouvoir)⁵⁰. Les principaux groupes suivants ont ainsi été marginalisés : les islamistes et les sous-clans Hawiye-Habr Gedir-Ayr. Ces griefs et la dépendance d'Abdullahi

⁵⁰ International Crisis Group 10 août 2006 « Can the Somali Crisis Be Contained? » (Est-il possible de contenir la crise somalienne ?) Bruxelles : Africa Report N°116 (p. 3).

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

Youssef vis-à-vis de l'Éthiopie ont contribué à éroder plus avant la légitimité du président.

Dans un tel contexte, il est plausible de considérer que l'islam politique était utilisé à des fins différentes au sein de l'UTI. Dans un premier temps, la mobilisation de solidarité autour de l'islam était une stratégie conçue pour renforcer l'influence politique. Cependant, chaque tribunal, malgré la rhétorique islamiste dominante, mobilisait encore un soutien autour des sous-clans dominants dans sa zone de juridiction. En effet, il convient de ne pas négliger la solidarité des clans et sous-clans au sein de l'UTI. Comme Lewis l'affirme dans une interview au Washington Post :

« (...) les relations claniques sont encore plus importantes que l'islam. Il existe, bien sûr, un mélange curieux de solidarité clanique et islamique dans l'organisation de l'Union des tribunaux ; comme il est de notoriété publique, la plupart des grandes personnalités islamistes appartiennent à un segment particulier des Hawiye. Ceci est le premier fondement de leur solidarité et de leur énergie sociale⁵¹. »

Hormis reposer sur les affiliations claniques et sous-claniques, l'UTI s'est appuyé sur ses accomplissements dans la capitale. En effet, son éphémère ascension a conduit à la restauration réussie de l'ordre et de la sécurité dans la capitale. Cet accomplissement majeur a contribué à l'augmentation de sa popularité. Selon Barnes et Hassan, l'UTI a permis d'unifier la capitale pour la première fois depuis le renversement de Siad Barre. Parmi les mesures qui ont contribué à son acceptation, l'UTI est parvenue à lever les barrages routiers, nettoyer la ville des piles de déchets qui s'y étaient accumulés, et à rouvrir le principal aéroport de Mogadiscio ainsi que le port maritime. Il a été mis un terme à l'occupation illégale des bâtiments gouvernementaux ainsi qu'à l'appropriation illicite de terres. De façon assez significative, l'UTI a ouvert des tribunaux spéciaux pour traiter les

⁵¹ Washington Post 30 août 2006. « Live Online Discussion with Bashir Goth and Ioan Lewis: PostGlobal: Somalia's Islamic Courts » (Discussion en ligne en direct avec Bashir Goth et Ioan Lewis : PostGlobal : les tribunaux islamiques en Somalie) <http://www.washingtonpost.com/>.

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

demandes de restitution de biens. Ces initiatives ont permis d'améliorer la vie quotidienne des habitants de la capitale⁵². Cependant, d'autres initiatives publiques ont été impopulaires et ont suscité de la résistance. L'interdiction de la vente et de la consommation de la feuille de khat allait à l'encontre des intérêts des entrepreneurs impliqués dans l'important commerce informel dans la région. En outre, les tribunaux ont interdit le cinéma, la musique et d'autres activités sociales en raison de leur « influence occidentale » envahissante. L'UTI a considérablement limité la liberté d'expression et le droit de manifester.

Sa stratégie visant à acquérir un contrôle effectif du territoire semblait indiquer que son objectif ultime était de faire valoir sa suprématie sur le GFT par des moyens militaires afin de mettre en œuvre son modèle d'État fondé sur la charia.

Cependant, les différences entre les militants islamistes purs et durs et modérés étaient indicatives de l'absence d'un projet politique unifié. Tout d'abord, la tentative de l'UTI de relancer l'idéal de la Grande Somalie a été exprimée par le président du Conseil consultatif de l'UTI (choura). Le chef de l'UTI et ancien vice-président d'Al-Itihad-al-Islamya (AIAI), Cheikh Hassan Dahir Aweys, était présenté comme favorable à une version dure de l'islam politique. La tentative de ressusciter l'idée de la Grande Somalie prouve que l'UTI était déterminée à empêcher la sécession du Somaliland, ainsi que les attentats suicides ultérieurs en 2008 contre des cibles situées à Hargeisa, la capitale du Somaliland.

Formé par les Afghans, Aden Hashi Ayro, le leader d'Al-Shabaab (« la jeunesse »), s'est vu offrir un siège au Conseil consultatif. Considéré comme la force motrice derrière l'aile militaire de l'UTI, il était généralement dépeint comme un islamiste radical et avait été formé en Afghanistan. Son implication en toute impunité dans des actes criminels en Somalie soulevait des craintes quant aux conséquences à long terme de l'expansion de l'UTI. Selon la Fondation Jamestown, en 2005 Ayro et Aweys

⁵² Barnes et Hassan, 2007, op. cit., p. 4.

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

auraient géré des camps destinés à fournir un entraînement militaire à leurs disciples. Cette formation comprenait aussi l'endoctrinement dans l'idéologie extrémiste qui prône le jihad⁵³.

Cheikh Sharif Cheikh Ahmed, qui est devenu le président du Comité exécutif de l'UTI, était présenté comme un modéré. Il était également affilié au clan Hawiye, mais avec le sous-clan Abgal et non celui des Habr Gidir-Ayr, comme l'étaient Cheikh Aweys et d'autres membres éminents de l'UTI. Cependant, il affichait une position plus modérée eu égard à son appartenance religieuse. Par ailleurs, son autorité était respectée en raison du rôle qu'il avait joué dans la mise en place des tribunaux dans le nord de Mogadiscio, qui avaient pour but de rétablir l'ordre⁵⁴.

En dépit de ses accomplissements positifs incontestables dans la capitale et de la popularité dont il jouissait, les parcours individuels de certains membres de l'UTI ont compromis la légitimité nationale du mouvement.

De février à décembre 2006, les hostilités entre l'UTI, l'ARPCT et le GFT auraient fait 1.210 morts⁵⁵. Cependant, depuis la chute de Mogadiscio, le nombre de morts au combat a augmenté et les résidents de la capitale se sont trouvés dans une situation de survie pure et simple ou contraints de faire face aux imprévus quotidiens des conflits armés, d'une intensité comparable à ceux de la guerre civile qui avait fait suite au renversement du régime de Siad Barre.

⁵³ West, S. 27 juillet 2006. « Somalia's ICU and its Roots in al-Ittihad al-Islami » (L'UTI de Somalie et ses racines dans l'Al-Ittihad Al-Islamiya). *Terrorism Monitor/Jamestown Foundation* 4, <http://jamestown.org/terrorism/news/article.php?articleid=2370083>.

⁵⁴ Barnes et Hassan 2007, op.cit., p. 3.

⁵⁵ International Institute for Strategic Studies 2006. « Armed Conflict Database Annual Update 2006: Somalia » (Mise à jour annuelle 2006 de la base de données des conflits armés : Somalie). <http://acd.iiss.org>.

Nuances : des alliances instables

Il est important de garder à l'esprit l'assertion de Helander selon laquelle « (...) c'est uniquement en dessous du niveau des grandes familles claniques que la parenté acquiert un sens social et politique ». Ce postulat évite les pièges qui consistent à assimiler les rivalités à des luttes entre deux des six grandes « familles claniques », ainsi que cela s'est produit durant la phase d'ascension de l'UTI pour s'opposer au GFT. En effet, l'opposition avait été dépeinte en termes de rivalités entre les Hawiye et les Darods. Et en dépit de celles-ci, la rivalité intra-clanique fait également partie de l'équation, tout comme celle qui existe entre les Hawiye-Abgal et les Hawiye-Habr Gidir-Ayr voire même entre les Hawiye-Habr Gidir-Saad et Ayr. Toute analyse qui prend les principales familles claniques comme critère majeur sera inévitablement compromise par les changements déconcertants d'allégeances en fonction du niveau de solidarité segmentaire qui aura été mobilisé. En outre, les alliances inter-claniques se produisent parfois également en contradiction avec le principe de parenté. De telles alliances s'instauraient traditionnellement par le biais du contrat social et/ou du mariage. Les frontières entre les groupes de parenté changent constamment et la politique se définit autant par le contrat (Heer) que par la parenté (Reer)⁵⁶. Toutefois, depuis 1991, en particulier, les alliances ont eu tendance à évoluer en fonction des circonstances politiques et/ou des projets prédateurs des chefs de faction. En outre, un certain nombre de ces identités claniques ont eu tendance à devenir assez rigides⁵⁷. Ceci explique en partie pourquoi, s'il n'y a pas de lien direct entre les identités claniques et leur instrumentalisation violente, la violence politique et les luttes politiques ont été menées au nom des rivalités inter et intra-claniques. À chaque stade, il est primordial de retracer les trajectoires politiques et/ou économiques de quelques-uns des principaux protagonistes puis d'examiner de quelle façon les chefs de faction

⁵⁶ Compagnon 1998, op.cit., p. 73.

⁵⁷ Abbink, 2009, op.cit., p. 4.

LES DEFIS POLITIQUES ET STRATEGIQUES EN SOMALIE

mobilisaient des appuis, afin de promouvoir leurs projets personnels, au sein de leur parenté immédiate de clan/sous-clan, d'un clan à l'autre, voire même en contradiction avec le principe agnatique.

Comme l'avance Ken Menkhaus, les obstacles structurels à la réconciliation demeurent décourageants ; en effet, tant les « forces économiques que sociales puissantes qui militent contre tout arrangement central ou la centralisation politique » ont tendance à prévaloir⁵⁸. Plutôt que de tenter de reconstruire un État central bénéficiant d'un soutien international, Menkhaus, entre autres, avance que le soutien apporté à d'autres modes de réingénierie sociale mis en place à l'échelle locale ne doit être ni négligé ni rejeté en bloc, comme cela a été la tendance au cours des vingt dernières années.

En guise de conclusion, comme Lewis nous le rappelle, l'une des principales caractéristiques du tissu social somalien peut se réaffirmer comme étant : « (...) la fluctuation segmentaire de l'identité entre les forces centripètes et centrifuges, entre la désunion et la cohésion, n'est jamais absolue et elle a toujours évolué historiquement en fonction de la situation (politique) plus générale dans laquelle évolue le peuple somalien (qui est en conséquence plus ou moins inclusive) ».

Dr. Alexandra Magnolia Dias
Chercheur au centre d'étude africain ISCTE

⁵⁸ Menkhaus, K. 1997. « International Peacebuilding and the Dynamics of Local and National Reconciliation in Somalia » (Consolidation internationale de la paix et dynamique de réconciliation locale et nationale en Somalie) dans Clarke, W.a.J.H. (éd.) *Learning from Somalia: the lessons of armed humanitarian intervention* (Apprendre de la Somalie : les enseignements des interventions humanitaires armées). Boulder, Colo : Westview Press. (p. 60).